



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/PET.4/L.44
30 septembre 1959
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE LA "MBANG DEVELOPMENT ASSOCIATION" CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2, du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

MEMOIRE DE LA "MBANG DEVELOPMENT ASSOCIATION"
AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES, NEW YORK 1/

LA "MBANG DEVELOPMENT ASSOCIATION" EST UN ORGANISME COMPTANT 7 (SEPT)
SECTIONS DANS LA DIVISION DE MAMFE ET UNE SECTION AU GHANA, QUI A
ADRESSE UN MEMOIRE ET UNE ALLOCUTION DE BIENVENUE A LA MISSION DE
VISITE DES NATIONS UNIES LE 1er NOVEMBRE 1958, A MAMFE (CAMEROUN
MERIDIONAL)

Monsieur,

J'ai reçu pour instructions de l'Association susmentionnée d'exprimer les vues
de la population de Mbang, qui a appuyé le KNDP aux dernières élections générales,
dans les termes suivants, en raison de la confusion politique qui existe dans tout
le Territoire du fait que le KNDP prêche une idéologie politique de sécession en
vue de l'unification.

Le peuple du Cameroun méridional répugne à toute servitude politique dans le
Territoire, d'où qu'elle vienne. Il est épris de paix et de liberté - liberté de
parole, liberté de réunion, liberté de religion, liberté d'association et liberté
de déplacement. L'Association considère comme un crime contre la nation du Cameroun
méridional les 8 (huit) phases du voyage officiel qu'a fait à Yaoundé le Premier
Ministre, M. J.N. Foncha, accompagné de MM. Efiiong et Nkemcha Mha de la division

1/ Apporté et remis au Secrétariat des Nations Unies, à New York
le 25 septembre 1959.

de Mamfé, en vue d'entreprendre des négociations avec le Premier Ministre français, M. Ahidjo, sur la question de l'unification, et ce à l'insu et sans le consentement des chefs et de la population du Territoire. Aux dernières élections générales, M. J.N. Foncha et ses lieutenants avaient parlé au peuple du Cameroun méridional de séparation de la Fédération nigérienne, laissant l'unification à l'arrière-plan. Si la population avait pu comprendre que le Territoire serait appelé à s'unir au Cameroun français, dont la culture et les coutumes diffèrent de celles du Cameroun méridional, elle aurait voté contre le KNDP aux dernières élections générales.

L'Association a suivi de près l'évolution politique du Territoire et a pu constater que la population était trompée par M. Foncha et ses lieutenants. L'Association tient à affirmer catégoriquement que, si M. Foncha peut duper certaines personnes à certains moments, il ne saurait duper tout le monde tout le temps. Les plans diaboliques par lesquels le KNDP voudrait livrer la population du Cameroun méridional à des gens qui ont recours à des atrocités massives sans la moindre provocation ont été trahis par les déclarations changeantes qu'a faites M. Foncha sur la sécession et l'unification tant au Cameroun français qu'au Cameroun méridional.

L'Association adresse humblement un appel pressant à l'Assemblée générale des Nations Unies actuellement en session pour qu'elle examine sérieusement les problèmes auxquels fait face la population du Cameroun méridional et pour qu'elle prenne une décision finale quant à la question appropriée qu'il faudra poser au peuple lors du prochain plébiscite dans le Territoire. Dès lors que la conférence au sommet de Mamfé a abouti à une impasse, il ne convient pas de laisser cette question à la discrétion des politiciens contrariés du KNDP, qui prétendent agir en dictateurs parce qu'ils détiennent le pouvoir. L'Association tient en outre à faire remarquer que, puisque la sécession en vue de l'unification était l'objectif principal du KNDP, et le maintien de l'association à la Fédération nigérienne celui de l'alliance KNC/KPP, il serait indiqué de demander à la population du Cameroun méridional de déclarer ouvertement si elle préfère le maintien de l'association à la Fédération nigérienne ou l'unification avec le Cameroun français.

L'Association préfère, entre deux maux, celui qu'elle connaît à celui qu'elle ne connaît pas. Le Cameroun méridional a connu naguère, après la guerre de 1914,

/...

une terrible régression de l'enseignement et ne voudrait pas refaire la même expérience après avoir été formé au mode de vie britannique.

L'Association proteste avec véhémence contre toute forme de colonialisme et d'impérialisme au Cameroun méridional. La politique du KNDP, préconisant la sécession d'avec la Fédération nigérienne et le maintien de la tutelle sous une forme modifiée, représente une manoeuvre pour entretenir dans le Territoire le colonialisme et l'impérialisme, ces forces que combattent tous les autochtones nationalistes d'Afrique. Il faut faire comprendre à M. J.N. Foncha qu'il poignarde le pays dans le dos en commettant cette bétise politique qui peut ramener le Cameroun méridional quelque 50 (cinquante) ans en arrière du point de vue politique, et il faut qu'il s'avise de l'éveil d'une conscience politique en Afrique, où chaque Etat africain fait campagne pour le progrès politique et l'accession à l'indépendance. Le Cameroun méridional est sous administration du Royaume-Uni depuis 40 (quarante) ans et le Territoire, bien loin de se développer, a subi sans protester une exploitation véritablement honteuse. Si le Cameroun méridional devait demeurer sous une forme modifiée de tutelle, alors que d'autres nations africaines accèdent à l'indépendance, l'infiltration communiste s'en trouverait encouragée et notre sol finirait par servir de base militaire à toutes les puissances. L'Association réclame énergiquement l'abrogation immédiate de l'Accord de tutelle, parce que le Territoire n'a reçu de l'Autorité administrante aucun avantage substantiel en 40 (quarante) ans d'administration continue et qu'après avoir été exploité par ces impérialistes capitalistes qui enrichissaient leur propre pays tout en maintenant la population du Territoire sous l'oppression, il veut maintenant saisir l'occasion d'assurer son propre développement.

Le gouvernement KNDP, qui prétend être populaire dans le Territoire, a commencé à attribuer les postes à ses sympathisants dans le pays peu développé qu'est le Cameroun méridional. Si le gouvernement du KNDP entend se conformer aux principes de la démocratie parlementaire britannique, l'Association ne voit pas pourquoi ce système d'attribution des postes devrait être introduit au Cameroun méridional alors qu'il n'est pas pratiqué en Grande-Bretagne. Certains

postes ont été considérés comme inutiles dans le Territoire, parce que leurs titulaires avaient appartenu, pense-t-on, à un parti de l'opposition. Bien que les titulaires de ces postes aient été en fonctions pendant plusieurs années sans s'attirer de critiques quant à leur intégrité ou à leur compétence, le gouvernement du KNDP n'en a pas moins considéré leurs postes comme inutiles. L'Association tient également à faire savoir que la loi récemment adoptée par la Chambre d'Assemblée à Buea et que le Nigeria Daily Times a publiée dans son numéro du 3 septembre 1959, loi qui vise à camerouniser les sociétés et firmes commerciales, est très impopulaire dans tout le Territoire, car il semble que ces entreprises risquent de perdre le personnel compétent qui les a fidèlement servies depuis de longues années. Les sociétés et firmes commerciales sont des entreprises privées. Si la camerounisation des services privés devient une question politique au Cameroun méridional, c'est que le gouvernement KNDP pratique l'autocratie et non plus la démocratie.

L'Association a remarqué un curieux contraste durant la conférence au sommet de Mamfé : aucun représentant du KNDP de la division de Mamfé n'assistait à la conférence, alors que la salle était pleine de gens de Bamenda et d'autres villes et villages de la savane. Or ce sont les votes de la division qui ont permis au KNDP de remporter une majorité de 2 (deux) sièges sur l'alliance KNC/KPP aux dernières élections générales. On a aussi pu remarquer que, lors de la distribution des bourses d'études aux garçons et filles du Cameroun méridional, Mamfé n'a obtenu que 2 (deux) bourses, alors que Bamenda en a reçu vingt-six (26). Ce sont là quelques-unes des constatations fâcheuses que l'Association tient à faire dans le cadre de sa protestation énergique contre l'unification et l'accord modifié de tutelle envisagé par M. J.N. Foncha et son gouvernement.

Le Premier Ministre du Cameroun méridional a comparé de façon inexacte la situation du Territoire sous tutelle du Cameroun et celle du Territoire sous tutelle du Togo, à seule fin de servir ses propres visées politiques. Il a dit au peuple du Cameroun méridional que le Territoire sous tutelle du Togo s'était intégré au Ghana, qu'il n'avait connu aucune mise en valeur et que ses habitants étaient traités au Ghana comme un groupe inférieur. Il en concluait que les habitants

du Cameroun méridional seraient traités de la même manière si le Territoire maintenait son association avec la Fédération nigérienne. Il a rappelé que le Togo britannique (maintenant Région de la Volta) était administré en commun avec la Côte de l'Or (maintenant le Ghana) et les deux territoires avaient un seul et même Conseil législatif (maintenant le Parlement ghanéen) avant le plébiscite pour l'intégration et l'unification préconisée par les deux partis principaux : le Convention Peoples's Party et le Togoland Congress. Le CPP a obtenu l'intégration et le Territoire a toujours le même Parlement ghanéen et la même administration. La question ne se pose pas de la même façon au Cameroun méridional. Le Cameroun méridional constitue une nation en soi, a sa propre Chambre d'assemblée, distincte de celle de toute autre région de la Nigéria, et aura prochainement son propre corps de fonctionnaires. Il jouit également de l'égalité de statut au Sénat et l'Association estime qu'il a été particulièrement privilégié d'avoir ainsi une représentation égale, étant donné le chiffre de sa population. Le Premier Ministre M. J.N. Foncha, connaissant la psychologie des habitants du Territoire, leurs sympathies et leurs antipathies, leur a dit au cours de la campagne électorale que M. E.M.L. Endeley et ses lieutenants les avaient vendus à la Nigeria, et en particulier aux Ibo, M. Endeley avait une épouse ibo. Les habitants du Territoire, qui voyaient un nombre croissant de marchands Ibo au Cameroun, ont cru à son histoire et certaines des divisions peu raisonnables du Territoire ont voté pour le KNDP, lui permettant ainsi d'obtenir une majorité de 2 (deux) sièges sur l'alliance KNC/KPP. Cette mince victoire aux dernières élections générales indique que la population du Cameroun méridional garde, à quelques exceptions près, une confiance implicite en M. E.M.L. Endeley et en l'alliance KNC/KPP.

Enfin, l'Association maintient à souligner que le Premier Ministre M. J.N. Foncha n'a pas voulu se faire une juste idée de la situation économique du Territoire. Il a négligé de se rendre compte des rémunérations exorbitantes accordées aux EXPATRIES qu'il a commencé de recruter par contrat pour le corps de fonctionnaires du Cameroun méridional et il préconise une sécession qui, si elle aboutit, finira par réduire le Territoire à l'impuissance économique. Les ressources naturelles que vante le Premier Ministre ne sont pas encore mises en valeur et on ne peut en attendre aucune recette à affecter au développement de la jeune nation du Cameroun. La population du Territoire n'est d'ailleurs au courant

d'aucune mesure prise par le Premier Ministre pour la mise en valeur de ces ressources naturelles. Elle considère donc son allusion à ces ressources inutilisées comme une façon de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

En raison de l'analyse qui précède, l'Association est fermement opposée à l'unification et elle demande le maintien de l'Association avec la Fédération nigérienne afin de permettre à la population du Cameroun méridional de se préparer à l'autonomie et à l'indépendance avec la Nigeria le 1er octobre 1960. L'Association demande en outre que le même genre de question qui a été utilisé pour le plébiscite précédant l'indépendance du Ghana, soit utilisé pour le plébiscite du Cameroun méridional et que la question posée soit : "Maintien de l'association avec la Fédération nigérienne ou unification avec le Cameroun français".

L'Association tient en outre à faire remarquer que le résultat des dernières élections générales, sur lequel le Gouvernement du KNDP appuie sa prétention à la popularité au Cameroun méridional, n'a pas été acquis à la majorité des 2/3 (deux tiers) qui lui eût permis à l'Assemblée de poursuivre ses travaux au cas où l'opposition, mécontente de la tournure des débats, se retirait de l'Assemblée.

Au nom de l'Association, je vous prie d'agréer, etc.

Le Secrétaire général

Signé : S.H. TAMBE

Copie à l'Honorable M. E.M.L. ENDELEY
Chef de l'opposition au Cameroun méridional
